

**Accord du 23 mai 2024**

relatif à la révision de l'intitulé de la convention collective nationale

NOR : ASET2450613M

IDCC : 897

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Présanse,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SNPST ;**

**FSS CFTD ;**

**FFASS CFE-CGC ;**

**FSAS CGT ;**

**FEC CGT FO,**

d'autre part,

ont convenu de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Préambule**

Suite à la loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail services de santé au travail interentreprises qui met donc l'accent sur la prévention, remplacé le terme de « service de santé au travail interentreprises ».

Ils souhaitent, en conséquence, adapter la dénomination de la convention collective.

**Article 2 | Intitulé de la convention collective nationale**

Les partenaires sociaux conviennent de modifier l'intitulé de la convention collective du personnel des services de santé au travail interentreprises, désormais intitulée « Convention collective nationale des services de prévention et de santé au travail interentreprises ».

**Article 3 | Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

**Article 4 | Entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

## **Article 5 | Révision**

Chaque organisation signataire ou adhérente peut demander la révision de tout ou partie du présent accord selon les modalités définies à l'article 4 de la convention collective nationale des services de santé au travail interentreprises.

## **Article 6 | Dénonciation**

Cet accord pourra être dénoncé, totalement ou partiellement, à tout moment, par les organisations signataires, selon les modalités définies à l'article 4.1 de la convention collective nationale des services de santé au travail interentreprises et dans le respect des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

## **Article 7 | Dépôt et extension**

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 et L. 2261-1, D. 2231-2 du code du travail.

Présanse accomplira les formalités nécessaires afin d'obtenir l'extension du présent accord.

*Fait à Paris, le 23 mai 2024.*

(Suivent les signatures.)